

Faire tout ce qui est possible pour battre Sarkozy

Au 1^{er} tour, Sarkozy, candidat commun UMP-Medef, a remporté un succès électoral. Notre Groupe, en l'absence de candidature ouvrant la perspective du socialisme, de la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, avait appelé à voter PS, PCF, LCR ou LO : ils totalisent 33% des exprimés.

Derrière Sarkozy, le grand Capital, la bourgeoisie, mis en appétit par cinq années de contre-réformes d'une ampleur sans précédent, comptent sur sa victoire pour mettre les bouchées doubles. Ils veulent se venger de la défaite essuyée sur le C.P.E., effacer leurs revers électoraux des régionales et du « non » au référendum-plébiscite de Chirac de 2005.

Pour tout travailleur et tout jeune, l'urgence, c'est de battre Sarkozy, manifester ainsi le rejet de ce programme, de la politique menée depuis 2002 par l'UMP et l'UDF, en votant pour la candidate désignée par le PS, Ségolène Royal.

Des millions de travailleurs et de jeunes ont utilisé une nouvelle fois le vote PS, pour la seule candidate des partis issus du mouvement ouvrier ayant une chance d'accéder au 2^{ème} tour. Ils l'ont fait malgré le programme de Royal, malgré la tonalité glaçante, bleu-blanc-rouge, de sa campagne, rivalisant de propositions réactionnaires, comme ses propositions de nouveaux contrats précaires, etc.

Parallèlement, ce sont ce précisément ce programme et cette campagne qui ont été les fourriers des résultats du candidat bourgeois démocrate-chrétien qu'est Bayrou. Or, Royal s'est orientée dès le soir du 1^{er} tour vers « l'ouverture » à l'UDF, allant jusqu'à proposer des postes de ministres. Mais, depuis 2002, l'UDF, formation bourgeoise, a soutenu toutes les contre-réformes des gouvernements de Chirac, de la casse des retraites au CNE en passant par la remise en cause de l'assurance-maladie et les suppressions de postes dans la fonction publique, la privatisation d'EDF-GDF... D'ailleurs, Bayrou ne reproche rien au programme de Sarkozy – sinon sur la forme. Et si il lance aujourd'hui un « nouveau parti », c'est avec l'espoir (autrement il fera long feu) de briser le PS en en ralliant des pans entiers. Proposer l'alliance avec les coauteurs de l'essentiel de coups portés aux masses depuis 2002, c'est en réalité accroître les risques que Sarkozy soit élu !

Quant aux directions syndicales, elles portent une lourde responsabilité. Elles ont déblayé depuis des mois la route des présidentielles à la bourgeoisie en liquidant les possibilités de

Le programme de Sarkozy est en effet d'une brutalité extrême. Il veut remettre en cause le droit de grève, supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires. Il entend liquider le CDI et effacer toute durée légale du travail. Il veut très vite réaliser « l'autonomie » des universités, instaurant la sélection, ce qu'un arrêté du gouvernement UMP en instance de publication veut créer d'ores et déjà à l'entrée du master. Mentionnons enfin l'imminence d'une nouvelle contre-réforme des retraites, avec la casse des régimes spéciaux, de nouvelles lois policières, contre les immigrés et la jeunesse, de nouvelles privatisations... et la création d'un ministère de « l'identité nationale » d'inspiration pétainiste.

combat. Elles continuent encore aujourd'hui, à Airbus : alors que se déclenchent de nouvelles grèves spontanées contre la direction, donc contre le gouvernement, les appareils syndicaux négocient le plan « power 8 », s'opposent à l'appel uni à la grève générale du groupe, laquelle serait aujourd'hui la plus magistrale manière de combattre la bourgeoisie. Elles se refusent à lancer un appel à battre Sarkozy, émettant tout au plus quelques critiques feutrées, sinon cryptées, à l'encontre de son programme. La direction confédérale CGT a même mis en garde contre toute transformation des défilés épars du 1^{er} mai en manifestations politiques anti-Sarkozy !

Alors que le candidat UMP lui-même explique que tout, y compris la remise en cause du droit de grève, doit reposer sur la « négociation » et le « dialogue social », les directions confédérales et fédérales signifient à l'avance leur accord pour s'associer à la mise en œuvre de ce programme scélérat, elles « se préparent à négocier » (*Le Monde* du 25/04).

Seules les directions de l'UNEF, du Snesup, du SNJ-CGT, ont pris position pour que Sarkozy soit battu.

Que les directions syndicales prennent position pour cela, c'est en ce sens qu'il est nécessaire d'intervenir là où c'est possible.

Car si Sarkozy était battu, ce serait d'abord parce que le prolétariat et la jeunesse auront utilisé le bulletin Royal pour manifester leur volonté d'en finir avec la politique menée par l'UMP et l'UDF depuis 2002, leur volonté de voir leurs revendications satisfaites.

La défaite de Sarkozy serait un point d'appui pour faire face à l'offensive que la situation difficile de la bourgeoisie française annonce, ce qui nécessitera la réalisation du front unique des organisations du mouvement ouvrier, la rupture de la concertation et du « dialogue social » entre les directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF et le pouvoir.

C'est cette orientation que défend le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Il affirme : aucun problème ne peut être résolu, aucune revendication sérieuse ne peut être satisfaite, à commencer par le droit au travail, sans rompre avec la loi du profit, exproprier les grands groupes industriels et financiers qui mènent l'humanité à la catastrophe, en finir avec la Ve République, les gouvernements à la solde des capitalistes, pour organiser la production en fonction des besoins des masses, bref s'engager dans la voie qui mène au socialisme.

Paris, le 28 avril 2007